

## LA RÉSISTANCE PROVENÇALE : ESSAI DE SYNTHÈSE

La Résistance en Provence est mal connue, sinon méconnue, en dépit des très nombreux témoignages d'acteurs de premier plan qui ont contribué à sa création et à son développement. D'Henri Frenay au colonel Paillole, de Giorgio Amendola à Daniel Mayer, en passant par Claude Bourdet, Chevance Bertin, Guillaïn de Bénouville, Pierre-Bloch, Marie-Madeleine Fourcade, pour n'en citer que quelques-uns des plus notoires et qui ont publié leurs souvenirs, tous évoquent l'action clandestine en Provence. Mais l'on peut recenser plusieurs dizaines de témoignages imprimés qui évoquent cette région, cadre d'initiatives nombreuses et précoces, étape presque obligée dans la vie itinérante d'un responsable résistant et zone stratégique vite perçue comme essentielle. Pourtant cette histoire reste, pour l'essentiel, à faire. Si elle a progressé depuis quelques années, il reste bien des lacunes à combler pour parvenir à une synthèse satisfaisante<sup>1</sup>.

Cet article cherche seulement à fournir un cadre pour comprendre la constitution du phénomène résistant dans une région qui a joué un rôle plus grand qu'on ne le croit généralement, au moins dans le cadre de la zone sud. Il essaie en même temps de donner un état des lieux d'une recherche en cours.

---

1. On se reportera pour une analyse de l'historiographie de cette question au numéro 199-200 des *Annales du Midi*, juillet-décembre 1992, qui comporte une mise au point sur ce sujet, pp. 477-481. La somme d'Henri NOGUÈRES, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, 1968-1981, 5 tomes, fournit quantité d'indications sur la Provence, mais pâtit des limites de la documentation de l'auteur, fondée principalement sur des témoignages, d'où de nombreuses erreurs et des lacunes considérables.

*Première étape : l'été 1940*

C'est le moment de la confusion la plus extrême, des illusions (sur la paix proche), du soulagement (l'occupation est évitée), de l'afflux des réfugiés dans la nasse marseillaise. Les appels du général de Gaulle sont connus, au moins par la presse quotidienne, qui publie presque intégralement celui du 18, et l'impact en est plus grand qu'on ne le croit, même si Mers-El-Kébir, la popularité du Maréchal et la profonde volonté d'« union sacrée » dans le malheur brouillent les repères et contribuent largement au succès premier du régime de Vichy. Les détracteurs de l'armistice sont rarissimes et, malgré le vote de sept parlementaires provençaux<sup>2</sup>, les conséquences d'un nouveau régime qui reste à établir mal mesurées.

Il n'y a pas encore de résistance organisée, mais quelques initiatives isolées, comme celle du capitaine Frenay qui fait circuler un manifeste et recrute ses premiers compagnons dans le milieu militaire de Marseille et de Fréjus<sup>3</sup> ou celle d'autres militaires, polonais ceux-là, qui jettent les bases d'organisations d'entraide – autour de la Croix-Rouge polonaise – et de renseignement (réseau F2) en liaison avec l'Intelligence Service (IS). Du côté des communistes, le contact renoué avec le « centre » et le retour des démobilisés permet la relance de l'activité clandestine, non sans confusion puisque deux « directions » sont en concurrence à Marseille dans l'été<sup>4</sup>.

*Préhistoire de la Résistance organisée (automne 1940 - automne 1941)*

Pour la plupart des candidats à l'action contre l'occupant, pour les civils en particulier, tout reste à apprendre dans le domaine de la lutte secrète. Pour tous, beaucoup reste à comprendre et personne n'a le monopole de la lucidité entre ceux qui refusent l'armistice mais se satisferaient de la

2. Ce sont Félix Guoin, député SFIO des Bouches-du-Rhône, maire d'Istres, Louis Gros, sénateur SFIO du Vaucluse, maire d'Avignon, Jean Hennessy, député « Gauche indépendante » des Alpes-Maritimes et quatre Varois : le sénateur SFIO Senès, président du Conseil général, les députés SFIO Collomp et Zunino, le sénateur radical-socialiste René Renoult.

3. On se reportera aux souvenirs de H. FRENAY, *La nuit finira*, Paris, 1973, à ceux du général CHEVANCE-BERTIN, *Vingt mille heures d'angoisse*, Paris, 1990 et à l'ouvrage de Pierre GUILLAIN DE BÉNOUVILLE, *Le Sacrifice du matin*, Paris, 1946 et rééd. 1983. Sur le manifeste en question, voir Daniel CORDIER, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, Paris, tome 3, 1993.

4. Voir la thèse de Marcel-Pierre BERNARD, *Les communistes dans la résistance : Marseille et sa région*, Aix-en-Provence, 1982 et les contributions régionales publiées in Jean-Pierre RIOUX, Antoine PROST et Jean-Pierre AZEMA, *Les communistes français de Munich à Châteaubriand*, Paris, 1987.

Révolution nationale, ceux qui restent attachés à la République et se méfient davantage du général de Gaulle que du maréchal Pétain, ceux qui dénoncent Vichy tout autant que Londres, ou bien encore ceux qui croient préparer avec Vichy la revanche future.

Les communistes en sont toujours à la lutte anti-impérialiste – « *ni Londres, ni Berlin* » – et, une fois les liaisons rétablies grâce aux militants cheminots, diffusent des mots d'ordre qui appellent à la libération des communistes emprisonnés, aux revendications matérielles et à l'accession de Maurice Thorez au pouvoir. Germanophobes venant d'horizons divers, hostiles dès avant-guerre à la Troisième République, voire à la République tout court, de nombreux résistants, issus de la droite contestataire, associent la Révolution nationale et la Libération nationale. C'est le cas de Frenay et de son MLN (Mouvement de libération nationale) et celui des démocrates-chrétiens du mouvement Liberté. Cependant, Montoire et la mise en place locale de cette Révolution nationale commencent à desciller des yeux. Les jeunes, en particulier étudiants, sont très vite critiques. Le renvoi de Laval renforce cependant la popularité du Maréchal, que l'on crédite de double-jeu. Son voyage à Marseille et Toulon (3-4 décembre 1940) est un succès populaire. Pourtant l'opinion évolue rapidement et, au cours de l'année 1941, les fractures décisives s'ouvrent.

Marseille est alors la « capitale » de la Résistance organisée en zone non occupée, bien relayée par Nice et les localités du littoral. C'est le long de la ligne de chemin de fer principale, à partir des villes qu'elle dessert, que la Résistance organisée se diffuse. Hors des noyaux communistes, elle est balbutiante, fragile, souvent imprudente ou brouillonne, en tous cas inexpérimentée, limitée à quelques milieux (officiers, prisonniers évadés, réfugiés de la zone occupée ou d'Alsace, démocrates-chrétiens, francs-maçons, etc.) et à quelques pratiques (recopiage de tracts diffusés par la poste, propagande orale, graffitis, papillons manuscrits tamponnés ou photocopiés avec du matériel de fortune, renseignements), tout en ayant de grandes ambitions militaires. Il lui faut se spécialiser, trouver des financements, rompre nettement avec le pouvoir, puis avec le Maréchal. Des embryons d'organisation se mettent lentement en place : MLN, Liberté, groupes trop mal connus du général Cochet qui servent bien souvent de matrices, catholiques de *La Voix du Vatican* (Avignon/Marseille<sup>5</sup>), noyaux socialistes (autour de quelques élus comme Félix Guoin), premiers réseaux souvent confondus avec les groupes précédents (le franco-polonais F2 notamment et les premiers contacts du Special Operation Executive, le SOE). Quant aux communistes, isolés, fractionnés en noyaux repliés sur quelques lieux d'implantation ouvrière

5. Étudiés par Renée BÉDARIDA, « La Voix du Vatican (1940-1942). Bataille des ondes et résistance spirituelle », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 2<sup>e</sup> semestre 1978.

ancienne, infiltrés par la police, ils sont régulièrement décapités par la répression policière qui met la main à diverses reprises, entre octobre 1940 et mars 1941, sur des éléments dirigeants de la région provençale. Constituant un embryon d'OS (Organisation spéciale), ils ont fondé leur reconstitution sur les jeunes que Pierre Georges, le futur « Fabien », est venu réorganiser, avant que son successeur Jean Mérot ne soit arrêté et condamné à mort par le Tribunal maritime de Toulon, principal outil judiciaire d'une répression qui vise aussi ceux qui veulent passer illégalement en Afrique du Nord<sup>6</sup>. De leur côté, compte tenu des consignes de cloisonnement et des déboires des Français, les communistes étrangers s'organisent de façon autonome, alimentés par les évasions du camp des Milles. Marseille en est l'un des principaux centres, plaque tournante des réseaux qui se prolongent vers la Suisse ou l'Espagne et point de chute de la direction du PCE, puis, surtout, de celle du PCI, déjà représentée depuis l'été 1940 par Giorgio Amendola<sup>7</sup>.

Les initiatives plus ou moins spontanées caractérisent encore cette période où les partisans du combat cherchent surtout à quitter la métropole. L'écoute de la BBC est généralisée et ses mots d'ordre commencent à avoir quelques répercussions (campagnes des V au printemps 1941).

Tout un pan de semi-résistance tourne autour de l'aide aux réfugiés, anti-nazis, intellectuels menacés, juifs et étrangers<sup>8</sup>. Là aussi, Marseille, centre des organisations caritatives juives et protestantes, départ de « filières » comme celle du Comité américain de secours, lieu de repli pour ceux que l'occupation nazie menace (comme les « gauchistes » qui fondent l'entreprise coopérative Croc'Fruit dont l'étude reste à faire<sup>9</sup>) joue un rôle essentiel.

Toutes ces actions sont facilitées par les complicités de nombreux fonctionnaires, y compris dans la police. Cependant, l'essentiel de l'appareil d'Etat joue encore le jeu de Vichy. Sous Darlan et avec la radicalisation du régime, la répression s'étend à partir du printemps 1941 à la résistance non communiste. De ce point de vue, l'automne 1941 marque une étape importante dans la clarification des attitudes après les arrestations opérées à Marseille, Toulon et Nice, à l'initiative des services spéciaux du régime, dans le petit monde résistant qui participe à cet ensemble encore flou composé du MLN, de Liberté, de F2 et de réseaux du SOE.

6. Mérot sera grâcié.

7. Sur ce sujet, notre article « Les étrangers dans la Résistance provençale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 36, octobre-décembre 1989.

8. Bon tableau par Renée BENSOUSAN, « La communauté juive pendant la guerre : ses réactions dans la tourmente » in Christian OPPETTY (dir.), *Marseille, Vichy et les nazis*, Marseille, 1993.

9. Souvent évoqués, les Croquefruits sont mentionnés dans l'excellente étude de Jean-Michel GUIRAUD, *La vie intellectuelle et artistique à Marseille. 1940-1944*, Marseille, 1987.

*Les bases de la Résistance organisée (automne 1941 - automne 1942)*

On ne peut vraiment parler de mouvements et de réseaux bien distincts, de résistance réellement organisée qu'à partir de ce moment-là. C'est alors que Libération, regroupant syndicalistes et socialistes méfiants vis-à-vis du MLN jugé trop à droite, démarre vraiment, tout comme Franc-Tireur qui recueille de fortes individualités de gauche ou d'extrême-gauche<sup>10</sup>. Le MLN fusionne avec Liberté pour devenir Combat, rassemblant des francs-maçons aussi bien que des catholiques, des socialistes tout autant que des officiers d'active, des fonctionnaires, parfois haut placés, mais aussi des membres des professions libérales. Les uns et les autres absorbent des groupes isolés, s'étendent aux petites villes, se greffent sur la tradition républicaine que le sectarisme de Vichy est en train de revivifier, après un moment de trouble. Les réseaux, plus nombreux, se diversifient, en général liés aux Britanniques, réseaux traditionnels et discrets – toujours mal connus – de l'IS ou nouveaux réseaux du SOE, qui tente d'organiser un pôle de résistance qui échapperait au gaullisme de Londres et des mouvements précédents, autour de la structure montée par le peintre André Girard, *Carte* d'Antibes. Bénéficiant de cet appui, c'est par lui que passe une grande partie des liaisons maritimes par felouques à équipage polonais qui ont lieu en 1942 dans l'Estérel et les calanques de Cassis, permettant le débarquement d'agents et de matériel destinés à la France entière et le départ des personnalités dont Londres a besoin : d'Astier, Frenay, etc., mais aussi les animateurs du poste Radio-Patrie qui apparaîtra un moment comme concurrent des émissions gaullistes, ou de nombreux militaires polonais. Le réseau Carte, artificiellement gonflé, momentanément important, ne fera illusion que quelques mois. D'autres réseaux, plus sérieux, comme Alliance de Marie-Madeleine Fourcade, F2 et ses diverses branches, le réseau Pat, spécialisé dans l'évasion de militaires britanniques, etc. resteront actifs jusqu'à la Libération en dépit des pertes qu'ils subiront, notamment au moment de l'invasion de la zone sud<sup>11</sup>. Les communistes français n'échappent pas à cette chronologie et ne sortent de la période d'apprentissage qu'à ce moment-là, mettant sur pied un appareil cloisonné, réintégrant les militants étrangers sous leur contrôle, essayant de rompre leur isolement en lançant en direction des milieux bourgeois, intellectuels et non communistes un mouvement spécifique, le Front national.

10. Sur ce mouvement, se reporter à Dominique VEILLON, *Le Franc-Tireur 1940-1944*, Paris, 1977. Sur Libération, voir la thèse de Laurent DOUZOU, Paris, 1993.

11. M.-M. FOURCADE a relaté l'histoire de son réseau in *L'Arche de Noé*, Paris, 1968. Le réseau Pat à Marseille a été évoqué par Louis-Henri NOUVEAU, *Des capitaines par milliers*, Paris, 1958. Sur le SOE, Michaël FOOT, *SOE in France*, Londres, 1966.

L'opinion est, pour l'essentiel, hostile au pouvoir, surtout après le retour de Laval à la tête du gouvernement. Mais, dès avant, on a renoué avec la manifestation de rue : vague spectaculaire et plus forte qu'en aucune autre région de manifestations de ménagères, spontanées ou suscitées par le PC, pendant l'hiver 1941-1942 (La Ciotat, région toulonnaise, etc.), manifestations patriotiques imposantes du 14 juillet (surtout à Marseille où deux manifestantes sont tuées par le PPF) et du 11 novembre. Avec les rafles de Juifs étrangers, les organisations d'assistance mettent en place des filières vers des lieux refuges dans la montagne (Alpes, Cévennes). Sous l'impulsion du Provençal Jean Moulin, parachuté près de Saint-Andiol dans la nuit du 2 janvier 1942, les mouvements se rassemblent derrière le général de Gaulle, constituent une Armée secrète (AS) unique, tentent de s'implanter en milieu ouvrier grâce aux syndicalistes CGT « confédérés » – socialistes – qui militent avec eux (création du Mouvement ouvrier français – MOF – pour le 1<sup>er</sup> mai), rapprochent leurs positions jusqu'à accepter de les coordonner, tandis que des contacts sont noués avec un PC qui paraît en retard et en position de faiblesse. Des groupes de combat sont mis sur pied (Groupes francs des mouvements, FTP) dans l'été 1942, commençant à faire parler les explosifs, tandis que déjà l'on spéculé sur un débarquement en Méditerranée.

Mais alors, le centre de gravité de la Résistance en zone sud s'est déplacé vers Lyon où siègent les principales directions clandestines, à commencer par la « Délégation » créée par Jean Moulin.

### *Une Résistance généralisée (automne 1942-printemps 1944)*

Avec les réquisitions de main-d'œuvre pour l'Allemagne (sensibles à partir de la fin 1942, date des premiers départs au titre de la relève « obligatoire », et surtout avec le STO entre mars et août 1943) et l'occupation, la Résistance essaie de rassembler ceux qui sont directement menacés et de canaliser le mouvement de refus, massif, qui disperse dans les zones rurales et surtout montagneuses des centaines de jeunes gens. Le maquis lui donne donc une importance numérique, un ancrage géographique et social, une assise juvénile et populaire qu'elle n'avait guère auparavant. Les premiers maquis de la région sont créés, soit par des réfractaires aidés par quelques résistants qui n'obéissent à aucun mot d'ordre, mais seulement à leur volonté de venir en aide à ceux en qui ils voient souvent des combattants en puissance, soit par l'organisation FTP qui cherche à compléter les groupes de « guérilla » urbains (premiers camps en février-mars 1943 dans le Ventoux et les Maures). Ces premiers maquis se confondent souvent avec des chantiers forestiers qui leur servent de camouflage. Le phénomène s'étend au printemps

et recouvre l'ensemble des zones montagneuses (Alpes du Sud). Les mouvements ont récupéré ou suscité des filières. La plupart de ces maquis, contrôlés par les mouvements qui ont mis sur pied un service spécial, ne sont pas armés. Ils ne sont destinés qu'à intervenir au moment du débarquement. Seuls les maquis FTP entreprennent aussitôt sabotages et attentats contre les installations industrielles ou électriques et contre le réseau ferré, parallèlement à l'« action immédiate » que les détachements urbains ont commencé précocement à réaliser. Dans ce domaine, ce sont les éléments des FTP-MOI qui se trouvent en pointe, bénéficiant de l'expérience des membres des Brigades internationales ou des combattants espagnols. Italiens, Arméniens, Juifs étrangers, Roumains, Bulgares, Espagnols forment des groupes de combat, qui, à Marseille, donnent naissance à la « compagnie Marat ». Dans cette ville, c'est à partir de novembre 1942 que des attentats parfois spectaculaires visent les lieux fréquentés par les troupes d'occupation, mais, à Nice, Arles et Toulon, cet exemple fait tache d'huile. Les communistes italiens jouent un rôle essentiel dans la mise sur pied de ces groupes et le démarrages de ces actions, avant de glisser en Italie, à la suite de leur direction qui s'y est déplacée en 1943. De leurs côtés, les GF (Groupes francs) des MUR (Mouvements unis de Résistance) servent de groupes de protection aux instances dirigeantes des mouvements, mais réalisent également des opérations spectaculaires dans toute la région, en particulier contre les collaborateurs et le matériel ferroviaire de la Wehrmacht<sup>12</sup>.

Les mouvements « gaullistes » se sont donc réunis dans les MUR durant le premier semestre de 1943. La Provence – la R2 – est en pointe, considérée par Fœnay comme la région modèle. Combat, le plus important des trois, en fournit l'ossature et son chef, Chevance *Bertin*, préside le directoire régional. Les MUR mettent en place de nombreux services – NAP (Noyautage des Administrations Publiques), Service social, SR (Service de Renseignements), Service maquis, etc. –, en plus de l'AS (Armée Secrète), soit peu à peu un véritable Etat clandestin, appuyé sur des fonctionnaires (Ponts et Chaussées, PTT, enseignement, police, etc.) et des employés communaux qui représentent une partie notable de leur base. Ils sont épaulés par des réseaux politiques (socialistes surtout) ou spirituels (francs-maçons, catholiques de Témoignage chrétien<sup>13</sup>) qui leur fournissent une partie de leur assise et de leur inspiration. Aux réseaux anglais, sont venus s'ajouter de nombreux réseaux d'obédiences diverses (gaulliste comme Gallia, Ajax, les branches – Tartane-Masséna, Côte, Goélette – de Phratricie, etc., amé-

12. Cf. l'étude pionnière de Madeleine BAUDOIN, *Histoire des Groupes francs (MUR) des Bouches-du-Rhône*, Paris, 1962.

13. Sur ce mouvement dont Marseille était l'un des centres, Renée BÉDARIDA, *Témoignage chrétien (1941-1944)*, Paris, 1977.

ricain, soviétique, giraudiste). Les services spéciaux de Vichy et une partie de l'armée (Organisation de Résistance de l'Armée ou ORA) forment l'essentiel de la Résistance qui se veut le prolongement de l'armée d'Afrique et bénéficie de ses liaisons par sous-marins (à Ramatuelle de février à novembre 1943<sup>14</sup>). Les communistes sont désormais à la tête d'un ensemble dynamique, diversifié, très cloisonné, contrôlés par les troïkas du Parti. L'appareil politique clandestin, bien protégé par des organisations et des éléments qui font écran, est au centre de la nébuleuse qui couvre l'interrégion (c'est-à-dire, dans leur langage, ce qui correspond à la Provence plus le Gard, la « région » communiste étant l'équivalent d'un ou deux départements). Des militants politiques ou syndicaux confirmés ou de jeunes promus, les uns et les autres souvent évadés des camps d'internement, fournissent un encadrement que les « chutes » et les mutations modifient rapidement. Provenant donc de régions plus ou moins voisines, celle de Lyon notamment, de futurs dirigeants de l'après-guerre (le Lyonnais Julien Airoldi, le Toulousain Jean Lante, le syndicaliste André Lunet, etc.) assument des responsabilités dans l'une ou l'autre des branches de l'organisation. Les souvenirs publiés récemment par l'avocat Pierre Brandon fournissent un exemple de cette vie militante qui passe par le refuge toulousain et la promotion lyonnaise avant de venir reconstituer le Front national à Marseille et d'y fonder *La Marseillaise*, le périple se terminant avec l'insurrection de Nice et des responsabilités comparables<sup>15</sup>.

Avec la CGT réunifiée en avril 1943 et les premiers comités de Libération (celui du Var dès le printemps 1943), la marche vers une unité toute relative de la Résistance est entamée. Le rapport de force est favorable au début aux mouvements non communistes, mais déjà les socialistes résistants, menés par Gaston Defferre *Denvers*, commencent à s'inquiéter d'une tendance qui marginalise leur parti, bien qu'il ait fourni aux MUR une grande partie de leur encadrement régional. Ils accélèrent la reconstitution du parti socialiste en 1943 et ambitionnent de le doter de structures résistantes autonomes à partir du réseau Brutus et des milices socialistes<sup>16</sup>.

La connivence avec le maquis est plus répandue dans la population que l'hostilité. Même si l'on est inquiet, l'on ne parle pas, et, à partir du moment où la répression se durcira, les obsèques de maquisards tués serviront de prétextes à autant de manifestations d'unanimité résistante. Le nombre de « collaborateurs » est infime et plus encore celui des « collaborationnistes ». La Milice est un échec d'emblée, même si les pouvoirs qu'on

14. Pour ces liaisons, se référer, entre autres témoignages, au colonel PAILLOLE, *Services spéciaux (1936-1945)*, Paris, 1975.

15. P. BRANDON, *Coulisses de la Résistance*, Paris, 1994.

16. Cf. Daniel MAYER, *Les socialistes dans la Résistance*, Paris, 1968.



lui attribue lui donnent des capacités de nuisance réelles. C'est dans le « milieu » ou dans le sous-prolétariat, parmi les jeunes dévoyés, que les occupants et leurs auxiliaires, PPF ou miliciens, trouvent leurs principaux agents.

Depuis novembre 1942, le IV<sup>e</sup> Armée italienne occupe l'essentiel de la région (hors la zone qui s'étend d'Avignon à La Ciotat), mais les principaux coups contre la Résistance sont portés par le Sipo-SD de Marseille – le 425 de rue Paradis – qui supervise les antennes présentes dans les principales villes de la région. Plus que la délation qui est rare, la trahison est son auxiliaire le plus efficace contre la Résistance. Entre mars et mai 1943, celle du secrétaire de Bertin, Multon Lunel, est l'une des bases de l'arrestation de 122 cadres des MUR et de la fuite de plusieurs autres identifiés au cours de cette affaire appelée *Flora*, qui est diligentée par Dunker Delage. Le directoire régional doit être reconstitué par des Varois – dirigé par Henri Sarie, futur préfet du Var – avant que Max Juvénal *Maxence*, avocat socialiste aixois, ne soit désigné à sa tête en octobre.

L'automne 1943 est une césure importante à plusieurs titres : effondrement italien et occupation totale de la Provence par les Allemands, entrée de la région dans la guerre « vraie » avec le début des bombardements (Istres, Toulon, Cannes, etc.), opérations antimiquis directement menées par la Wehrmacht et ses auxiliaires français de l'Abwehr souvent confondus avec la Milice. Mais surtout la période marque un changement de rapport de force au sein de la Résistance elle-même. En effet, elle est désormais polarisée autour de trois ensembles concurrents qui aspirent à l'hégémonie.

Les MUR constituent le pôle dominant. Ils tiennent les rênes des institutions clandestines – CDL (Comités Départementaux de Libération) que le Marseillais Francis Leenhardt *Lionel* est chargé de mettre en place dans toute la zone sud, préfets, etc. –, mais l'ensemble est hétérogène, affaibli par la répression, par des forces centrifuges (les socialistes qui veulent créer un pôle autonome, l'attraction exercée par l'activisme communiste) et l'absence de moyens.

Un pôle militaire se met en place autour l'ORA, dirigée par le dynamique capitaine Lécuyer *Sapin*<sup>17</sup>. Elle prend le contrôle d'une partie de l'AS (région Aix-Brignoles), agit plutôt en liaison avec la Section Atterrissage et parachutage (SAP), organisme gaulliste chargé des parachutages et dirigée en R2 par Camille Rayon *Archiduc*, et forme un ensemble homogène avec certains réseaux de même origine qu'elle. Bien relié à Alger, recevant l'essentiel des armes (les parachutages ne sont nombreux qu'à partir du printemps 1944), méfiant à l'égard des « politiques » ou des « civils », ce pôle est

17. Qui a dirigé la publication d'un recueil de témoignages sur l'ORA en R2, *Méfiez-vous du toréador*, Toulon, 1987.

appuyé par des missions parachutées qui, envoyées pour préparer le débarquement, ignorent les autres structures clandestines.

Mais, le principal concurrent des MUR est le pôle communiste, qui s'appuie sur l'activité soutenue des FTP, maquisards et sédentaires, les actions « alimentaires » des comités de femmes, les luttes revendicatives animées par les anciens « unitaires », avec comme points forts les mines du bassin de Gardanne et la métallurgie provençale (de Port-de-Bouc à Cannes-La Bocca), qui connaît de nombreux arrêts de travail à partir de l'automne 1943 et peut même organiser une grève régionale le 22 mars 1944. Ce mouvement social culmine avec les grèves de Marseille qui débudent le 25 mai, avant d'être brisées par le bombardement du 27. Recrutant très fort chez les jeunes et les ouvriers, bénéficiant d'un pouvoir d'attraction considérable grâce à leur présence sur tous les terrains de lutte, les communistes durcissent leur position vis-à-vis des MUR et exigent un rééquilibrage du pouvoir clandestin. Ils prônent l'insurrection nationale, s'opposent à l'évacuation des villes qui, pour eux, doivent être le fer de lance de l'insurrection nationale, réclament la constitution de « noyaux actifs » dans les CDL où ils feraient jeu égal avec les MUR.

Au printemps 1944, les MUR (devenus MLN) se dotent d'une structure plus offensive (les Corps francs de la Libération qui regroupent AS et GF). Ils mettent en place les FFI qui doivent regrouper tous les éléments armés. Mais, en fait, la résistance locale est déchirée. Les CDL, coupés en deux, sont paralysés. L'ORA joue son propre jeu, tout comme le SOE qui possède dans les Alpes de fortes positions (réseau Jockey de Francis Cammaerts). Alger (par missions parachutées) et Londres (par l'envoi de délégués) essaient de chapeauter la Résistance intérieure. La base – la résistance humble et ordinaire – tout comme la population, qui attend avec impatience (et crainte) le débarquement depuis plusieurs mois, ignore la complexité de la situation de la Résistance.

### *La Libération (juin-août 1944)*

Le combat ouvert pour la Libération commence ici aussi le 6 juin et non le 15 août<sup>18</sup>. Conformément aux consignes reçues, ou entendues et plus encore conformément à la croyance générale en un débarquement en Méditerranée immédiatement après le 6 juin, des centaines d'hommes, peu ou pas armés, rejoignent les emplacements de maquis ou de guérilla fixés d'avance et même

18. On pourra se reporter à nos articles in *Avis de recherches, revue de l'IRM-Sud*, n° 36, juin 1994, ou in *Espoir*, Paris, Institut Charles de Gaulle, n° 96, avril 1994.

les « zones franches » du plateau de Valensole et de la vallée de l'Ubaye. Certaines localités sont provisoirement libérées (Manosque, Forcalquier, Valréas, etc.). Les plans prévus pour la Libération sont appliqués. C'est à une véritable levée en masse que l'on assiste. Aucun opportunisme là-dedans. Les gens sont partis lorsque l'on a fait appel à eux. Mais ni le débarquement, ni les parachutages escomptés n'ont lieu. Guérillas et maquis sont souvent dissous, faute de pouvoir survivre ou combattre, mais ils sont parfois attaqués par les occupants qui réagissent violemment à partir du 10 juin (maquis des milices socialistes de la Sainte-Baume : 11 morts ; maquis de Jouques : 15 morts ; maquis de La Roque d'Anthéron-Saint-Anne : 85 morts ; secteur de Valréas : 53 morts, etc.). On peut estimer à 500 environ le nombre des victimes de cette répression entre juin et août 1944 (combats de la Libération exclus) en Provence.

La résistance locale (hormis le PC et les FTP) sort de l'affaire partiellement désorganisée et démoralisée. Les FFI ont éclaté entre leur chef, le capitaine Rossi *Levallois*, soutenu par Juvénal, et *Sapin*, le chef ORA, qui poursuit la guérilla dans les Basses-Alpes en compagnie des FTP<sup>19</sup>. En fait, la Résistance est atomisée entre de multiples centres de commandement (CDL divisés, chefs FFI, envoyés d'Alger, etc.). Elle est affaiblie par la trahison qui permet à Dunker de boucler deux nouvelles affaires (*Catilina* et *Antoine*) aboutissant à l'arrestation du CDL des Basses-Alpes à Oraison et à celles de divers responsables, ORA et surtout MLN/FFI, parmi lesquels *Levallois*, Cisson, chef régional NAP et presse (créateur du mensuel des MUR, *Provence Libre*), Chanay, chef de la mission interalliée, etc. Ces hommes seront, en deux fournées, fusillés près de Signes dans le Var (38 morts les 18 juillet et 12 août).

De leur côté, les communistes font le forcing pour préparer, voire susciter par avance l'insurrection : raids des FTP dont les effectifs s'enflent depuis le 6 juin, sabotages du réseau routier, tentative de désertion des troupes d'occupation non allemandes basées sur le littoral (Arméniens, etc.), manifestations pour le pain, grèves, mise en place des Milices patriotiques, etc., le tout culminant autour du 14 juillet. Parallèlement, ils mènent une offensive politique, prennent en main le nouveau CDL des Basses-Alpes, créent un CDL dissident dans les Alpes-Maritimes.

Cette activité paraît cependant s'essouffler passée la mi-juillet, tant la répression est forte. Les Allemands ont repris alors l'offensive contre les insurgés des Alpes du Sud (réoccupation de Barcelonnette) en liaison avec les opérations du Vercors.

19. Cf. le travail minutieux de Jean GARCIN, *De l'armistice à la Libération dans les Alpes-de-Haute-Provence*, Digne, 1984 et rééd. 1990.

Les quelques semaines de juin à août sont pour la Résistance et la population les plus exaltantes, mais aussi les plus terribles. Les événements consécutifs à la Libération, l'épuration en particulier, ne peuvent se comprendre hors de ce contexte.

Malgré les coups reçus et la désorganisation qui en a résulté, après un temps d'attente, la Résistance se mobilise à nouveau après le débarquement du 15 août sur les plages varoises. L'action préalable des réseaux de renseignement a eu sa part dans son succès. L'action des résistants, tous confondus alors sous l'appellation de FFI, contribue largement à la rapidité inattendue des opérations. Partout, les troupes américaines et françaises trouvent des patriotes – comme l'on dit – pour les guider, les appuyer, les précéder<sup>20</sup>. L'insurrection alpine permet de détacher une colonne mobile – la Task Force Butler – pour l'expédier en direction de Grenoble, puis de la vallée du Rhône.

Au total, les opérations de la Libération en Provence se décomposent en deux temps. Entre le 15 et le 21 août, l'essentiel de l'arrière-pays est libéré par les unités américaines et la Résistance intérieure que des missions parachutées sont venues ici ou là renforcer. Entre le 20 et le 18 août, est menée la bataille pour la villes dont le poids repose surtout sur l'Armée B du général de Lattre de Tassigny. Marseille, Toulon et Nice sont libres en même temps que Paris et dans des conditions identiques<sup>21</sup>. Ce sont en effet les seules grandes villes de France où il y ait eu vraiment une insurrection urbaine précédant l'arrivée des troupes. Mais nombre de localités plus petites, Draguignan, préfecture du Var, et Arles en particulier, ont connu le même processus.

Autrement dit, même dans la phase finale pendant laquelle l'action militaire recouvre tout le reste, c'est-à-dire ce pourquoi la résistance intérieure était vraiment faite (assurer la relève politique et administrative), même à ce moment-là donc, le rôle de la Résistance provençale a été fort et original, sorte de couronnement de l'entreprise engagée par quelques-uns, désormais rejoints par presque tous, depuis 1940.

Jean-Marie GUILLON

20. On en trouvera de nombreux exemples précis de cet appoint in Arthur FUNK, *Hidden Ally, the French Resistance. Special operations and the Landing in Southern France, 1944*, New York-Westport-Londres, 1992.

21. Sur Marseille, l'étude de la Libération reste à faire. Se reporter à Pierre GUIRAL, *Libération de Marseille*, Paris, 1974, et à l'article – même titre – de Claude MESLIAND in *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, n° 8-9, 1974. Pour Nice, le numéro spécial du *Sourgentin*, Nice, n° 112, juin 1994.